



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito Riposter !

Les organisations syndicales et de jeunesse (CGT, FSU, Solidaires, Union Syndicale Lycéenne, Union Étudiante, UNEF) ont appelé à la mobilisation et à la grève le 1er octobre avec pour mots d'ordre : abrogation de la contre-réforme des retraites ; abandon de celle de l'assurance-chômage ; augmentation des salaires, des retraites et minima sociaux ; moyens financiers et humains à la hauteur des besoins pour nos services publics.

Ce front intersyndical est un premier pas, et doit s'élargir encore tant les raisons de descendre dans la rue sont grandes. Notamment la pauvreté et précarité qui frappent toujours plus de monde. Une situation qui peut rapidement empirer avec la multiplication des plans de licenciements.

La mobilisation du 1er octobre est essentielle face au gouvernement de combat Macron/Barnier, qui nous annonce déjà une politique accrue d'austérité et de coupes dans les services publics. Essentielle aussi pour construire les solidarités au sein des classes populaires, démasquer la démagogie pseudo sociale du RN.

Nous devons reconquérir et élargir nos droits sociaux, imposer de nouveaux choix politiques et budgétaires au bénéfice des couches populaires :

- partager les richesses en s'attaquant aux profits des actionnaires
- lutter contre la précarité, ce cancer qui mine la société
- mettre à l'abri de la spéculation l'éducation, la santé, la petite enfance, le grand âge...

Pour que toutes et tous puissent vivre de leur travail, bien en vivre, pas seulement en survivre, **toutes et tous dans la rue le 1er octobre**

Il faut prendre l'argent là où il est !

Aujourd'hui comme hier, les droites et la classe dirigeante reprennent la vieille rengaine selon laquelle « il n'y a pas d'argent magique », les déficits de l'État sont abyssaux et la dette publique insoutenable. Ils oublient de dire que cette situation découle des politiques libérales menées depuis 40 ans (baisse des cotisations sociales et cadeaux fiscaux au profit des plus riches). Près de 50 % du patrimoine des français est entre les mains de 10 % les plus fortunés, le montant des 500 plus grandes fortunes a décuplé en 20 ans (1170 milliards d'€ en 2023)

Mais ce discours, abondamment relayé par des médias complaisants, commence à se fissurer. Partout dans le monde l'idée progresse que cette concentration de la richesse n'est pas tenable et qu'il faut « taxer les riches ». Des sondages récents montrent que l'opinion publique soutient l'imposition des super-riches : 68 % des personnes interrogées dans 17 pays du G20 se sont dites favorables à ce que les riches paient un impôt plus élevé sur leur fortune afin de financer des changements majeurs dans l'économie et les modes de vie.

Les dettes accumulées, les déficits budgé-

taires, les investissements pour mener la transition écologique vont obliger les gouvernements à prendre des mesures qui ne peuvent se réduire à faire payer les classes moyennes et les pauvres. L'accumulation de richesses, largement exemptée d'impôt, ne constitue pas seulement une injustice fiscale et sociale. C'est aussi un risque pour la stabilité financière et surtout, un danger pour la cohésion démocratique des États et des sociétés.

La gauche doit faire de la taxation des riches un élément central du débat public. Cette mesure figure dans les propositions du Nouveau Front Populaire mais aussi dans les revendications syndicales et associatives. Elle est nécessaire pour défendre le pouvoir de vivre de toutes et tous et pour répondre aux urgences sociales (SMIC, Minima sociaux, reconstruction des services publics) et écologiques (financer la transition). Ce n'est pas en soi une révolution, mais c'est un levier essentiel pour commencer à changer les rapports de force.

Nous devons l'affirmer partout : « **C'est l'heure de taxer les riches. On peut et on doit le faire !** »

Nouveau Front Populaire : des promesses... ...à concrétiser !

Dans sa très courte histoire, le NFP, mis en place juste avant l'été, a déjà trouvé une assise bien plus large que l'ex-NUPES. Sa mise en place avait été stimulée par une mobilisation citoyenne et jeune exerçant une pression positive sur les principales forces politiques de gauche. Et puis, très vite, des dizaines de collectifs citoyens, d'associations, de réseaux écologistes et féministes, d'organisations syndicales se sont impliquées comme jamais dans un engagement politique, ce qui a rappelé la courte période entre 1934 et 1936 durant laquelle associations, comités d'intellectuels et syndicats -déjà!- avaient jeté les bases du Front Populaire...

Le choix de Lucie Castets aurait pu être plus rapide mais l'essentiel est ailleurs : autorisé par la constitution, c'est le refus délibéré de Macron de nommer à Matignon la représentante du NFP arrivé en tête des élections législatives.

Dans un contexte de triple crise inédite dans l'histoire de la Vème République - crise de régime, crise politique, crise de la représentation politique - que la nomination du très droitier Barnier -soutenu par le RN comme la corde soutient le pendu- ne résoudra en rien, l'existence du NFP est un acquis politique majeur.

Non seulement, c'est lui qui a joué un rôle-clé dans le barrage anti-fasciste du second tour du scrutin législatif mais c'est lui qui rend possible le retour parmi les salarié-es, les précaires, les jeunes, de l'espoir et de la confiance dans leur propre force, ce qui est essentiel pour construire le rapport de forces face au capital, contre l'aggravation de l'austérité et la menace néo-fasciste plus présente que jamais.

Les promesses du NFP doivent se concrétiser, dans un nouveau contexte, à la fois incertain et très mouvant.

Avant la coupure estivale, se sont mises en place des assemblées citoyennes du NFP dans plusieurs territoires. Dans d'autres, ce sont des apéros citoyens qui ont été organisés tout l'été, sous des formes très diverses (y compris des apéros-plages...). Ailleurs encore, les différentes composantes du NFP -associatives, citoyennes, syndicales, politiques...- restent en contact et préparent les RV notamment syndicaux du 10 octobre.

Tout cela est extrêmement positif car c'est cette auto-activité multiforme qui rend bien vivant le NFP. Le piège serait de négliger une telle auto-activité pour se limiter aux prochaines échéances électorales nationales de 2027 et à des démarches institutionnelles. A noter cependant que la préparation de l'échéance des élections municipales de 2026 peut se combiner par son ancrage local et les possibles expériences de démarches citoyennes et de démocratie active, à cette auto-activité du NFP.

Celle-ci doit impérativement continuer !

Prolonger et multiplier les apéros citoyens -qui permettent de se connaître, notamment les nouvelles et les nouveaux venu-es à la politique-, mettre sur pied des assemblées citoyennes ouvertes à toutes et tous -la politique ne doit pas être réservée à des « spécialistes »

Quand cela n'a pas encore été possible, coordonner de manière permanente à l'échelle locale ou départementale toutes les forces associatives, citoyennes, syndicales, politiques du NFP : pour **ENSEMBLE !** tels sont les objectifs nécessaires si l'on veut la réussite durable du NFP.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

